

La formation s'adresse aux personnes confrontées à la question des discriminations sexuelles dans leur pratique professionnelle ou politique, ainsi qu'à toute personne intéressée par les questions de genre et d'égalité entre les sexes.

Elle s'inscrit dans une approche interdisciplinaire et est conçue en fonction de

trois objectifs principaux :

apporter des données souvent mal connues concernant les discriminations sociales à l'égard des femmes;

fournir des instruments pour comprendre les mécanismes de la reproduction des inégalités et des stéréotypes liés au sexe;

nourrir la réflexion sur les changements sociaux et sur les stratégies pour instaurer l'égalité dans les faits.

Lieu de la formation :

Uni Mail
40, Bd du Pont-d'Arve,
Genève

finances d'inscription :

CHF 530.- / module

programme et informations :

www.unige.ch/etudes-genre/formation-continue

Certificat de formation continue

Etudes genre

Aspects sociaux et culturels du féminin et du masculin

Cycle 2013 - 2016

Module 5

La représentation politique : histoire et enjeux actuels

11 et 12 septembre 2014



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Jeudi 11 septembre

Maison des Associations

9h – 10h30 **Femmes et droits politiques. La Suisse : un cas particulier ?**

LORENA PARINI, politiste, maître d'enseignement et de recherche en études genre à l'Université de Genève

pause café

10h50 – 12h20 **La citoyenneté politique des femmes**

BERENGERE MARQUES-PEREIRA, Professeure de l'Université, Université libre de Bruxelles, Présidente de l'Université des femmes, Bruxelles

pause

13h30 – 15h **Féminiser les syndicats – enjeux autour de la mise en place d'une politique de quotas**

VANESSA MONNEY, doctorante aux universités de Lausanne (IEPI) et de Paris 1 (CESSP), membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).

pause

15h20 – 16h50 **Militantisme politique : du terrain aux urnes. Le genre en question.**

AMANDA GAVILANES, master en sciences politiques, secrétaire politique du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), Genève

Vendredi 12 septembre

UniMail, Salle M 5220

9h – 10h30 **La représentation politique des femmes**

LEA SGIER, politologue, professeure assistante à la Central European University (CEU) à Budapest et chargée de cours aux Universités de Genève et d'Essex (GB)

pause café

10h50 – 12h20 **La vieille dame et le politique. Une enquête sur la citoyenneté vécue en institution**

BARBARA LUCAS, docteure en science politique, Professeure HES à la Haute école de travail social de Genève et collaboratrice scientifique à l'Institut de recherches sociales et politiques (RESOP), Université de Genève

buffet-repas

13h30 – 15h **La loi sur la parité et ses effets sur les carrières politiques en France**

CATHERINE ACHIN, Professeure en sciences politiques à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)

pause

15h20 – 16h50 **Les représentations médiatiques comparées des femmes et des hommes en politique**

SANDRINE LEVEQUE, docteure en science politique, maîtresse de conférence des universités, directrice du master Communication politique et animation locale, Université Paris 1

Module 5 – La représentation politique : histoire et enjeux actuels

11 et 12 septembre 2014

Résumés des interventions

Femmes et droits politiques. La Suisse : un cas particulier ?

LORENA PARINI

La Suisse a octroyé les droits politiques aux femmes en 1971 alors que le suffrage masculin date de 1848. Comment expliquer pourquoi 123 années séparent l'obtention des droits de vote et d'éligibilité des deux sexes ? Dans cette intervention nous nous proposons de présenter cette histoire tout en explorant quels peuvent être les facteurs explicatifs d'un tel décalage. Le concept de genre est appelé à fournir un outil de compréhension de la manière dont l'espace politique est profondément sexué.

La citoyenneté politique des femmes

BERENGERE MARQUES-PEREIRA

L'exposé abordera d'abord ce qu'est la citoyenneté moderne comme héritage de deux traditions anglo-saxonne et française. Ensuite, nous montrerons que l'idée de citoyenneté est débattue depuis les années 1980 et voit son caractère de neutralité mis en cause. Nous nous attacherons plus particulièrement aux débats sur la citoyenneté et le genre, en mettant en avant les apports des différentes auteures anglo-saxonnes telles que Elshtain, Pateman, Phillips, Young. Enfin, nous nous pencherons sur le débat francophone à propos de la parité en politique.

Féminiser les syndicats – enjeux autour de la mise en place d'une politique de quotas

VANESSA MONNEY

A partir d'une recherche nationale sur les syndicats et l'égalité en Suisse (enquête SynEga, PNR60), nous proposons de revenir sur différents enjeux qui accompagnent la lente et difficile féminisation des syndicats. Nous partirons d'un constat plutôt rare : en quelques années, le plus grand syndicat suisse – Unia – est parvenu à atteindre un degré élevé de féminisation de ses instances et de son personnel politique, alors même que 80 % de ses adhérent·e·s sont des hommes. Nous souhaitons rendre compte de ce succès en revenant sur différents éléments : mise en place d'une politique volontariste de quotas, nécessité de développer le secteur féminisé du tertiaire et professionnalisation du métier de syndicaliste.

En analysant concrètement cette féminisation en nous appuyant sur des entretiens biographiques et des observations de terrain, nous verrons ensuite que la féminisation « à marche forcée » du syndicat génère également des effets pervers : fort *turn-over* du personnel féminin, *burn out*, stigmatisation de la « femme-quota », sexisme, difficile conciliation entre vie privée et vie professionnelle marquent en effet les carrières féminines à Unia. Cette analyse nous permettra pour finir de réfléchir aux limites d'une politique volontariste de féminisation quand celle-ci ne s'accompagne pas d'un changement profond dans la culture organisationnelle du syndicat qui reste, aujourd'hui, profondément androcentrée.

Militantisme politique : du terrain aux urnes. Le genre en question.

AMANDA GAVILANES

En 2013, les élections au Grand conseil genevois ont vu le nombre de femmes députées diminuer drastiquement. Elles ne sont plus que 26 à siéger lors cette législature. Cette tendance émerge dans un contexte particulier : la parité sur les listes, ainsi que les listes « femmes » ne sont plus d'actualité dans la majorité des partis politiques genevois. Les raisons souvent invoquées sont que ces mesures seraient dépassées, qu'elles ne permettraient pas de se faire une idée des qualités et des compétences des candidates potentielles. Un peu plus de quarante ans après l'obtention du droit de vote et d'éligibilité des femmes, ce discours semble être (re)devenu la norme. Les avancées politiques et sociales générées par le mouvement féministe ont contribué à institutionnaliser et à faire entrer dans les mœurs un certain nombre de revendications et de droits des femmes. A travers le récit et l'analyse d'une année d'observation et de participation active à la vie politique genevoise, ce module aura pour but de donner un aperçu des mécanismes et des obstacles des jeunes femmes peuvent rencontrer lorsqu'elles accèdent à certaines sphères de pouvoir et d'influence. Comment, dans ce contexte, celles-ci vivent-elles leur engagement politique ? Quelles sont leurs motivations ? Quelles sont donc les perspectives qui s'offrent à elles ? Quelles sont leurs stratégies pour parvenir à « exister » dans un monde qui reste essentiellement masculin ? Toutes ces questions nous serviront de fil rouge et nous permettront d'aborder différents aspects de l'engagement politique des femmes.

La représentation politique des femmes

LEA SGIER

Cette intervention se centre sur la question de la (sous-)représentation des femmes en politique dans une perspective comparative. Partant d'un état des lieux de la représentation politique des femmes aux niveaux fédéral, cantonal et local à partir des années 1960, elle situe d'abord la Suisse dans le contexte européen. On réfléchira ensuite à la question de savoir pourquoi et pour qui la sous-représentation politique des femmes est-un problème, et quelles sont les prémisses qui permettent de fonder des demandes pour une meilleure représentation. Enfin, on abordera la question des possibles causes de la sous-représentation (barrières institutionnelles, normes sociales etc.) et des possibles solutions, tant institutionnelles (par exemple les quotas) qu'informelles (réseaux de mentoring etc.).

La vieille dame et le politique. Une enquête sur la citoyenneté vécue en institution

BARBARA LUCAS

Les personnes du 4ème âge sont, officiellement, des citoyen-e-s à part entière. Lorsqu'elles entrent en institution, la plupart disposent de leurs droits civiques. Mais continuent-elles à voter pour autant ? Que devient la citoyenneté politique en EMS ? Sur la base du projet d'intervention "Voter en EMS !" mené par l'Université de Genève dans 6 institutions genevoises, cette présentation revisite le concept de citoyenneté active à l'aune de la dépendance et du genre, et propose des pistes pour mieux comprendre -et soutenir- la citoyenneté vécue des personnes âgées en institution.

La loi sur la parité et ses effets sur les carrières politiques en France

CATHERINE ACHIN

La loi sur la parité a été votée en France en 2000 et constitue une relative singularité au sein des dispositifs visant à favoriser une meilleure représentation politique des femmes à l'échelle mondiale. Revenir sur l'histoire des liens entre genre et politique en France permet de comprendre comment se sont construits des institutions et des rôles politiques ajustés aux qualités dites masculines, et comment la sphère politique constitue un lieu privilégié de production du genre. Quatorze ans après le vote de la loi, il est possible d'établir un bilan contrasté de ses effets sur les carrières politiques des femmes et des hommes. Certaines assemblées se sont fortement féminisées, d'autres restent des bastions, à côté d'autres lieux de pouvoir, caractérisés par la préservation d'un entre-soi masculin blanc et bourgeois. Les usages stratégiques de la loi par les dirigeants des partis politiques montrent comment les acteurs du jeu politique ont su parfaitement s'adapter aux nouvelles règles et comment les carrières des femmes politiques restent marquées par une plus grande précarité, liée essentiellement à des conditions de recrutement différenciées. Ce bilan sera établi à partir des résultats de plusieurs enquêtes menées à différentes échelles depuis 2001, en s'appuyant tout particulièrement sur la dernière campagne des élections municipales à Paris, qui a vu s'affronter deux candidates principales, Anne Hidalgo pour le Parti Socialiste et Nathalie Kosciusko-Morizet pour l'Union pour un Mouvement Populaire.

Les représentations médiatiques comparées des femmes et des hommes en politique

SANDRINE LEVEQUE

En France, c'est une femme, Marianne, qui incarne la Nation et la République. Au-delà de la place qu'occupe cette femme dans l'imaginaire populaire, les représentations médiatiques des femmes et des hommes politiques restent particulièrement marquées par les stéréotypes de genre. Il s'agira dans ce module, de montrer les transformations et les invariants de la représentation médiatique différenciée des femmes et des hommes politiques au cours de l'histoire récente. Nous nous intéresserons tout à la fois aux rapports de domination que révèlent ces représentations médiatiques et comment elles enferment femmes et hommes politiques dans des rôles sociaux genrés. Nous chercherons alors à comprendre, comment se construit, dans la relation particulière qu'entretiennent les journalistes et le personnel politique (professionnels de la politique et leurs entourages),

cette mise en scène particulière de la féminité et de la masculinité en politique. Notre exposé sera fondé sur la présentation d'une iconographie montrant l'évolution des féminités et des masculinités en politique, ainsi que sur des exemples tirés de l'actualité récente : de la candidature de Ségolène Royal à la Présidence de la République en 2007, aux usages « ambivalents » de la féminité par Marine Le Pen en passant par le très médiatique « duel des dames » entre Nathalie Kosciusko-Morizet et Anne Hidalgo pour la mairie de Paris en 2014.